

LE SECTEUR SÉCURITÉ



Le secteur recouvre trois types d'activités : les activités de sécurité privée (garde et patrouille, transport de fonds), les activités liées aux systèmes de sécurité (vente, installation, gestion, réparation de systèmes de surveillance électronique) et les activités d'enquête (déetectives).

LES TENDANCES STRUCTURELLES ET LES GRANDES MUTATIONS EN COURS

Environ 9 000 sociétés composent le secteur des enquêtes et de la sécurité¹. Le chiffre d'affaires du secteur, en forte croissance depuis les années 2000 notamment du fait du dynamisme des grands groupes, s'était stabilisé lors de la crise économique de 2008-2009 puis a repris sa progression. La tendance à la hausse des dernières années s'est poursuivie en 2015 dans le contexte des attentats, et notamment au dernier trimestre (+ 3,8% par rapport au troisième trimestre contre + 1,5% un an plus tôt). Le rythme est resté soutenu début 2016 (+ 2,7% au premier trimestre 2016)¹.

▼
SECTEUR DES ENQUÊTES
ET DE LA SÉCURITÉ
9 000
SOCIÉTÉS

Les services de sécurité ont particulièrement bénéficié du mouvement d'externalisation par les entreprises de leurs fonctions supports, lesquelles englobent également le nettoyage et l'entretien des bâtiments, la gestion de la flotte de véhicules ou celle du parc de machines de bureau, par exemple.

Le développement récent de la demande en sécurité des collectivités territoriales a également contribué à la dynamisation du secteur. La transformation des modes de vie et de l'espace urbain, les effets sociaux de la crise et les tensions sur les effectifs de police contribuent à la prise en charge croissante par les agents de sécurité privée de certaines missions liées à la tranquillité publique (attroupements à proximité de sites sensibles, débordements festifs, squats, vols...).

Selon une étude prospective de la Direction générale des entreprises, la partie traditionnelle des activités de sécurité (protection physique, services de gardiennage) stagne alors que des domaines nouveaux comme les produits et systèmes numériques et robotiques ou la cybersécurité, sont en très forte croissance. Entre 2010 et 2015, le chiffre d'affaires de ce segment « systèmes de sécurité » aurait augmenté de 45% selon l'INSEE.

^{1/} Chiffres de l'INSEE repris par le Ministère de l'Intérieur : <http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Organisation/Delegation-aux-cooperations-de-securite/La-securite-privee/Les-chiffres-de-la-securite-privee>





PHOTOGRAPHIE DU SECTEUR À L'ÉCHELLE DES BOUCHES-DU-RHÔNE



CONSTATS CLEFS

234

ENTREPRISES
EMPLOYEUSES

9 631

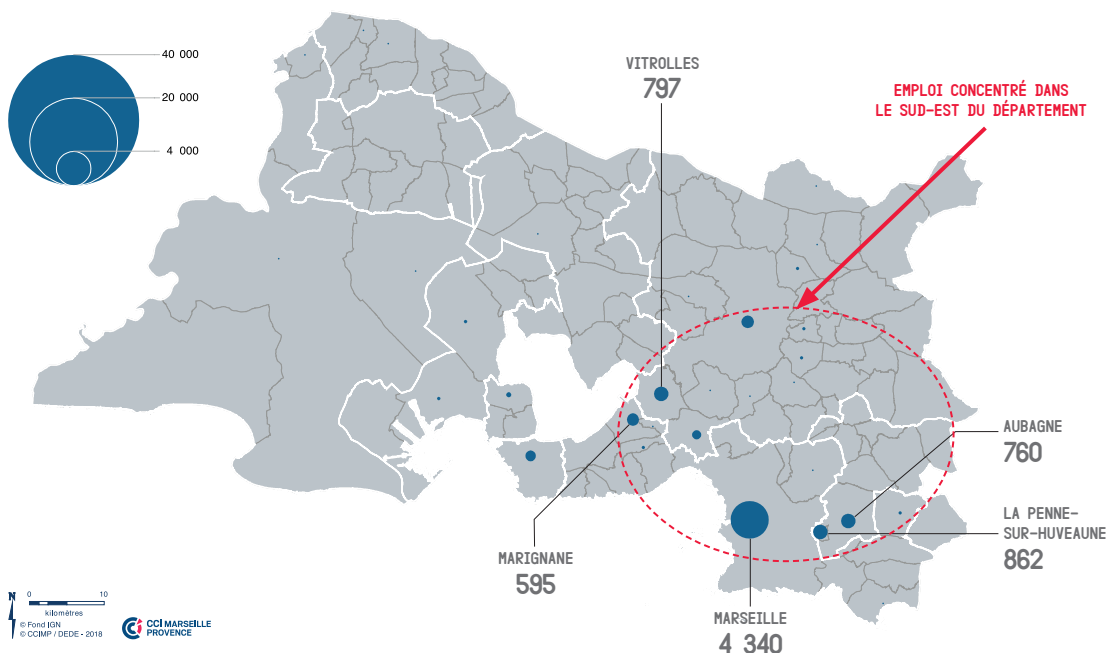
EMPLOIS SALARIÉS

Selon les activités sélectionnées pour l'étude, le secteur dans le département compte **234 entreprises employeuses et 9 631 emplois salariés** avec :

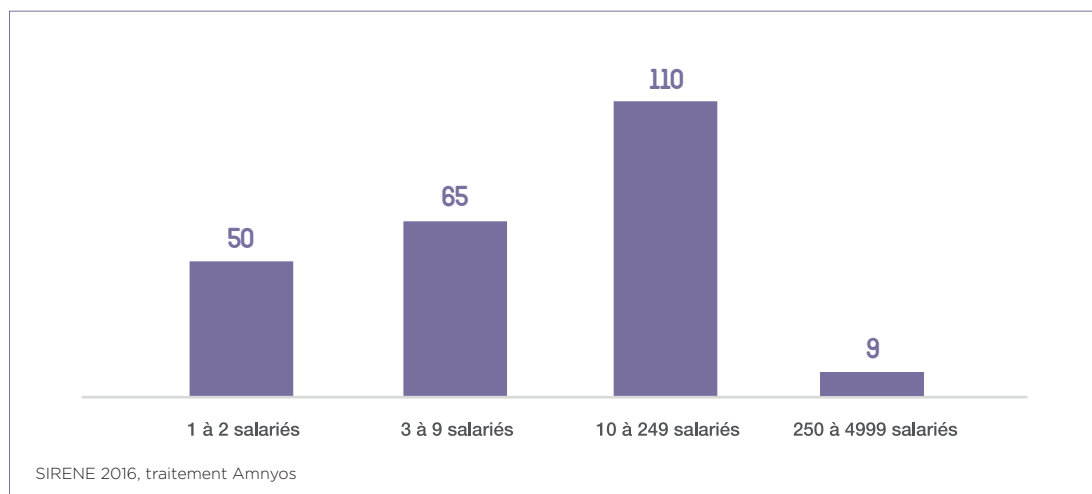
- Un emploi concentré dans le sud-est du département notamment sur des communes comme La Penne-sur-Huveaune et Aubagne et sur la partie Est de l'étang de Berre (Vitrolles et Marnignane) ;
- Peu de petites unités employeuses ;
- Une forte proportion de structures moyennes (de 10 à 249 salariés) ;
- Un secteur où le département a proportionnellement plus d'emploi que la région.

RÉPARTITION SUR LE DÉPARTEMENT DES EMPLOIS DU SECTEUR SÉCURITÉ

(Source : Acooss 2015)



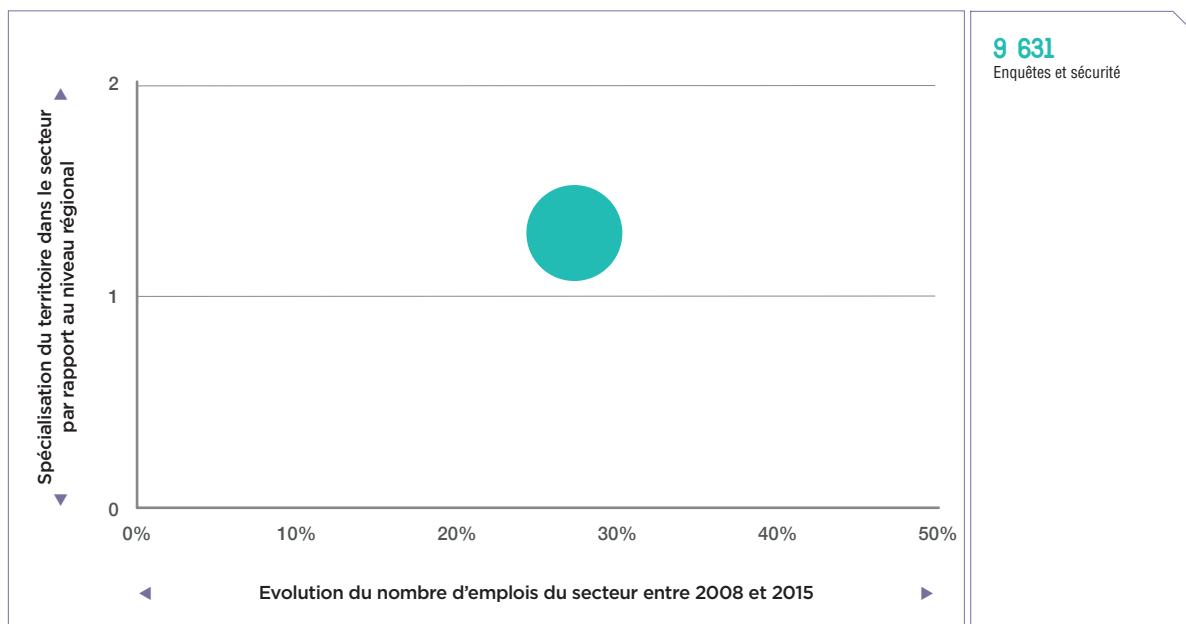
NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES





LES TENDANCES, ENJEUX ET PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI ET DE COMPÉTENCES

TENDANCES SUR LA PÉRIODE 2008 - 2015



Sur le plan de l'emploi, le secteur est en forte progression ces dernières années.

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le nombre de salariés du secteur des enquêtes et de la sécurité privée s'établissait à 143 100 personnes en 2011 dont 88 % sont des agents d'exploitation.²

La sécurité privée est un important vivier d'emplois, notamment pour des publics peu ou pas qualifiés. Selon l'INSEE, les agents de sécurité étaient 35 % à être sans diplômes et 35 % de niveau CAP et BEP en 2007. La volonté des pouvoirs publics et des acteurs du secteur est néanmoins d'aller vers davantage de professionnalisation des salariés et de limiter le fort taux de turn-over, avec une dimension accrue relative au respect du cadre législatif national et européen toujours plus strict.

Les récents attentats ont entraîné une importante vague de recrutements dans le cadre d'une intensification des contrôles dans les espaces publics, les centres commerciaux ou les salles de spectacles. Dans ce contexte, les pouvoirs publics encouragent une coopération plus forte entre sécurité publique et sécurité privée, la question de l'armement légal des agents étant régulièrement débattue.

Cette transformation des pratiques professionnelles est accentuée par les évolutions technologiques (drones, système de télésurveillance, etc.) qui impliquent de nouveaux besoins de compétences en matière de télécommunications, d'informatique et d'ingénierie.

Des difficultés de recrutement commencent à poindre suite à l'augmentation très forte de la demande de sécurité. En cas de tension sur les effectifs, les entreprises ont tendance à allonger le temps de travail des agents, dont la limite maximum s'élève déjà à 48H par semaine. Enfin, certains métiers demeurent structurellement déficitaires quel que soit le contexte, comme les conducteurs de chiens.

SECTEUR DES ENQUÊTES ET DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE

143 100
SALARIÉS

AGENTS D'EXPLOITATION

88 %

2 / Le code NAF 80.10 Z utilisé n'incluait pas les agents de recherches privées (environ 1.000 agents), la télésurveillance (en partie) et, les services internes de sécurité.



BESOINS DES ENTREPRISES ET ENJEUX POUR LE DÉPARTEMENT

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES AU SECTEUR (Sondage employeurs)

Ces dernières années, le secteur a surtout recruté pour des prestations de sécurisation des sites et n'a pas rencontré de difficultés particulières par rapport aux autres filières stratégiques.

Dans les prochaines années, les perspectives de recrutement des entreprises porteront sur les fonctions de terrain (agents de sécurité) pour accompagner le développement de leur activité et viseront plutôt une main d'œuvre locale.

ATTENTES DES EMPLOYEURS (Entretiens d'acteurs)

Pour aider au développement de leurs activités dans les Bouches-du-Rhône, les entreprises du secteur attendent des acteurs institutionnels une prise en compte de leurs besoins spécifiques dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi et notamment :

- Pour les candidats aux postes offerts : les savoir-faire et savoirs-être ;
- La professionnalisation des salariés avec une limitation du turn-over ;
- Le recrutement de personnel féminin.

ENJEUX POUR LE DÉPARTEMENT

- 1** Soutenir les actions de valorisation des métiers de la sécurité auprès des publics féminins
- 2** Développer les actions et services permettant de renforcer la sécurité des personnes couvertes par les politiques sociales du département : la sécurité pour tous
- 3** Soutenir les actions visant à développer la sécurité économique (entreprises-commerces, zones d'activités, locaux professionnels, transport pour les actifs aux horaires atypiques...) et technologique (brevet, fraude, espionnage industriel...)
- 4** Renforcer les actions de communication visant à lutter contre le « Marseille Bashing » en matière de sécurité...
- 5** Mettre en avant et soutenir l'excellence de l'écosystème numérique en matière d'e-sécurité